

Hausse des prix: une seule solution, augmenter les salaires!

Macron essaie de nous faire avaler que ce qui est bon pour les patrons aujourd'hui serait bon pour notre pouvoir d'achat de demain... L'augmentation de l'essence et du gazole pénalise avant tout celles et ceux qui sont contraint·es d'utiliser chaque jour leur voiture pour se rendre au boulot. Macron prétend que les taxes supplémentaires viseraient à sauver la planète. Le gouvernement se moque carrément de nous en proposant des aides pour l'achat de véhicules prétendument écologiques... mais au coût exorbitant ! Les solutions à la fois écologique et économique pour les travailleur·es sont à chercher dans le développement des transports collectifs qu'il faut rendre gratuits et dont il faut développer la qualité et la régularité.

Dure réalité

Les ministres ont beau se relayer dans les médias pour nous convaincre que notre pouvoir d'achat ne diminue pas, les chiffres confirment nos impressions : au 1er octobre, la hausse des prix a atteint 2,2 % sur un an. Plus de 5 millions de personnes vivent avec moins de 855 euros par mois. Le seul poste logement engloutit 42 % du revenu des 10 % les plus modestes, contre 17 % en moyenne pour la population.

À l'opposé, les entreprises du CAC40 verseront cette année 46,8 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, soit 48 % des bénéfices de l'année, ne laissant que 27 % au réinvestissement... et 5,3 % aux salarié·es !

Fausse solution

Pour tenter de faire passer l'amère pilule, le gouvernement répète en boucle qu'il diminue les cotisations sociales, qu'il appelle « charges » et qui pèsent sur le travail. Ces réductions sont censées augmenter nos salaires, mais elles ne font qu'assécher le financement de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage, les caisses de retraites. Cet ensemble de prestations sociales, qui pour Macron coûteraient un « pognon de dingue », permettent à plus de cinq millions de personnes d'échapper à la pauvreté.

Les manifestations des retraité·es montrent qu'ils et elles

ont bien compris que la suppression partielle de la taxe d'habitation, qui supprime des ressources pour les communes, ne compense pas la hausse des prix et de la CSG.

Attention au détournement de colère

Face à ces attaques, la **colère légitime** prend de l'ampleur. Des appels à manifester le samedi **17 novembre**, à « bloquer des routes ou des ronds-points » ou à « mettre un gilet jaune sur son tableau de bord » circulent. Ces appels se limitent à la question du prix de carburants, cible privilégiée du patronat du secteur routier, ce qui a conduit à un soutien de la part de divers courants ou personnalités d'extrême droite.

Nous refusons de nous joindre à des manifestations où apparaîtra l'extrême droite, les ennemis les plus farouches du mouvement ouvrier, de tout progrès social. De plus, la défense de notre pouvoir d'achat ne saurait se limiter à la seule baisse des carburants.

ToutEs ensemble, pour nos revendications

Oui, tout augmente sauf les salaires, et les hausses du prix des carburants, des prix en général, nous rendent chaque jour la vie plus difficile. Pour augmenter les salaires de 300 euros et avoir un SMIC à 1700 euros, il faut prendre sur les profits des capitalistes et des multinationales. Nous demandons la gratuité des transports en commun. Une nouvelle organisation sociale est nécessaire, où nous n'aurions pas à nous serrer la ceinture pour mettre 10 litres de plus dans le réservoir de notre véhicule pour aller bosser pour des salaires de misère...

Le NPA propose qu'une grande mobilisation pour l'augmentation des salaires soit organisée par les syndicats, les associations, les partis du mouvement ouvrier. Nous le dirons également toutEs ensemble, dans la rue, par la grève, chaque jour, au coté des salarié·es en lutte pour leur condition de vie et de travail.

11 novembre : la paix ?, pour qui ? la victoire pour qui ?

En ce 11 novembre, loin de nous - comme font tant d'autres - l'idée de commémorer la fin de la guerre 1914-1918 et encore moins une quelconque « victoire ». D'abord, parce que l'armistice du 11 novembre 1918 ne signifie nullement la fin des hostilités et de l'engagement militariste de la France. Rappelons nous les révoltes des marins et biffins de l'armée

d'Orient qu'on envoya se battre contre la jeune Russie soviétique; ensuite parce que si les généraux français et leurs alliés triomphent, ils laissent l'Europe entière en ruine et saignée à blanc avec ses millions de morts et de blessés...

Nous préférons nous souvenir que l'armistice du 11 novembre est suivi presque immédiatement dans toute l'Europe d'une puissante vague révolutionnaire qui à l'exemple de la Russie qui s'est soulevée en 1917 et du prolétariat allemand qui a chassé son tyran, aspire à la paix et à l'émancipation sociale et politique. Car dès 1919, les classes populaires, ici à Saint-Malo comme ailleurs, se mettent en mouvement pour réclamer la démobilisation rapide des soldats, une amnistie des peines que les militaires ont distribuées pendant l'état de guerre et une augmentation des salaires pour faire face à l'inflation des prix.



Saint-Malo, le 10 novembre 2018

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin: npasaintmalo@gmail.com

